Communiqué
Pour diffusion immédiate

NON À LA ZLÉA!
De Québec à Quito, nous résistons à la ZLÉA!

(Québec, 28 octobre 2002) **-Aujourd'hui, la coalition Opération Québec Printemps 2001 (OQP 2001), avec le mouvement étudiant et des dizaines de groupes progressistes de la région de Québec, se lance dans la *Campagne continentale de lutte contre la ZLÉA*. L'offensive impérialiste sans précédent du gouvernement des Etats-Unis et la montée de la droite politique au Québec nous imposent plus que jamais de participer au mouvement continental de résistance citoyenne qui vise à mettre en échec le projet néolibéral de Zone de libre-échange des Amériques.**

Ainsi, nous participons aux *Journées de résistance continentale contre la ZLÉA*, du 27 octobre au 1er novembre. Des groupes de toutes les Amériques organiseront alors des actions pour dénoncer les négociations sur la ZLÉA que poursuivront les ministres du Commerce de toutes les Amériques (à l'exception de Cuba) à Quito, en Équateur, les 31 octobre et 1er novembre.

Le 28 octobre, nous invitons la population de Québec à un rassemblement citoyen suivi d'une manifestation contre la ZLÉA. Puis, le 31 octobre, nous participons à la *Journée continentale de grève et d'action contre la ZLÉA*. Des autobus partiront du Cégep de Sainte-Foy pour emmener les étudiants en grève à Montréal, où se déroulera une manifestation nationale en solidarité avec les manifestants-es de Quito et de toutes les Amériques.

Après ces deux manifestations, la *Campagne continentale de lutte contre la ZLÉA* se poursuivra avec la *Consulta sur la ZLÉA* (une vaste consultation populaire nationale). Une campagne d'éducation populaire sera lancée le 30 octobre et se déroulera tout au long de l'hiver. Au printemps 2003, la population du Québec sera invitée à se prononcer sur la question suivante : « Êtes-vous d'accord pour que votre gouvernement souscrive à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) ? »

Les résultats, pour le Québec, seront dévoilés au printemps. Déjà, en septembre 10 millions de Brésiliens-nes ont participé à la consultation populaire et ont répondu non à 98,33% à la question « Le gouvernement brésilien doit-il signer le traité de la ZLÉA? »

Une lutte à finir contre la ZLÉA

Malgré le message clair qu'ont lancé les citoyens-nes et les groupes progressistes de Québec aux chefs d'État des Amériques pendant le dernier Sommet des Amériques, les négociations sur la ZLÉA se poursuivent, toujours dans l'ombre et sous l'impulsion première du gouvernement des Etats-Unis et des multinationales.

D'ailleurs, les négociations sur la ZLÉA s'inscrivent parfaitement dans le contexte de l'offensive impérialiste actuelle de George W. Bush. Ce dernier a obtenu le *fast track* du Congrès pour accélérer le processus d'adoption du projet de ZLÉA, qui reste sa meilleure arme pour mieux asseoir son contrôle sur les gouvernements et les économies du continent.

En même temps, au Québec, la montée de la droite politique, autant au sein du Parti québécois et du Parti libéral qu'avec l'ascension de l'Action démocratique, crée l'illusion qu'il existerait un consensus au sein de la société québécoise en faveur du libre-échange et de la ZLÉA. Aucun de ces trois partis n'ose remettre la ZLÉA en question, alors que le mouvement d'opposition s'élargit et que, dans le reste des Amériques, des chefs de gouvernement osent s'élever contre le projet de ZLÉA.

Nous voulons que ce projet soit abandonné sans condition parce que son objectif fondamental est de donner le contrôle de nos économies aux investisseurs et aux multinationales en « éliminant les barrières contre le commerce et les investissements » (d'après le site officiel de la ZLÉA). Or, ces «barrières» sont toutes les normes et les lois que nous nous sommes données pour protéger les droits sociaux, les droits des travailleurs-ses, l'environnement, l'accès aux programmes sociaux et aux services publics comme l'éducation et la santé, etc.

À terme, l'objectif de la ZLÉA est la libéralisation et la privatisation de tous les secteurs de la société qui ne sont pas encore contrôlés à 100% par l'entreprise privée. Par exemple, l'intérêt des multinationales des Etats-Unis pour la libéralisation et la privatisation du secteur de l'éducation supérieure n'est un secret pour personne. Mais voulons-nous, au Québec, d'un système d'éducation qui soit assujetti aux lois du marché?

De même, voulons-nous que des multinationales puissent poursuivre nos gouvernements pour des pertes de profits anticipés dues à une loi qui, par exemple, interdit l'utilisation de produits dangereux pour la santé au Canada? Déjà, en vertu du Chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), de telles poursuites sont possibles. Et, pour l'instant, tout porte à croire que ce chapitre qui définit l'investissement et les droits des investisseurs se retrouvera dans le texte de la ZLÉA.

Parce que nous tenons à nos droits, à notre environnement, à nos programmes sociaux et à nos services publics;
Et parce que les citoyens-nes et les groupes progressistes de la région de Québec, après avoir «accueilli» le dernier Sommet des Amériques, sont plus convaincus que jamais que le projet néolibéral de ZLÉA est antidémocratique et antisocial;

NOUS RÉAFFIRMONS NOTRE ENGAGEMENT DANS CETTE LUTTE À FINIR CONTRE LA ZLÉA EN NOUS ENGAGEANT DANS LA *CAMPAGNE CONTINENTALE DE LUTTE CONTRE LA ZLÉA* ET INVITONS LA POPULATION DE QUÉBEC À JOINDRE LE MOUVEMENT.

LA ZLÉA NE PASSERA PAS!
D'autres Amériques et un autre Québec sont possibles!

Actions à venir
dans le cadre des Journées de résistance continentale contre la ZLÉA

Du 27 octobre au 1er novembre (La rencontre des ministres du Commerce des Amériques -à l'exception de Cuba- a lieu les 31 octobre et 1er novembre.)

Le lundi 28 octobre dès 16h30 au parc de l'Amérique française :
Rassemblement citoyen et marche contre la ZLÉA

Le jeudi 31 octobre
Journée continentale de grève et d'action contre la ZLÉA
Manifestation nationale à Montréal

Ces manifestations lancent la ***Consulta sur la ZLÉA*** (campagne d'information suivie d'une consultation populaire) qui aura lieu à l'hiver 2002 et au printemps 2003.

- 30 -

Intervenants-es à la conférence de presse :

Pierre-André Bouchard pour la CADEUL (Confédération des associations d'étudiant-es de l'Université Laval) ;
Michaël Lessard pour la coalition régionale OQP2001 (Opération Québec Printemps 2001) ;
Marie-Josée Vachon pour ATTAC-Capitale nationale (Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) ;
Émilie Vigneault pour l'Association des étudiants-es du Cégep de Sainte-Foy

Pour information :
Resp. des communications: Patrice Breton : (418) 262-7324
Resp. de la coordination: Michaël Lessard : (418) 254-6448
Pour la *Consulta sur la ZLÉA*: Sébastien Bouchard d'*Alternatives* : (418) 521-4000

Actions organisées en coalition à Québec : www.oqp2001.org

Alternatives, Amères Noëlles, AmiEs de la Terre (ATQ), Associations étudiantes et comités de mobilisation des cégeps F-X Garneau, Limoilou et de Sainte-Foy, Association des étudiant-es de Laval inscrits aux études supérieures (AELIÉS), Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC-Capitale nationale), Confédération des associations d'étudiant-es de l'Université Laval (CADEUL), CAPMO, Carrefour Tiers-Monde, CASA latinoaméricaine, comité de mobilisation du Cégep de Lévis-Lauzon, Collectif régional pour une loi sur l'élimination de la pauvreté, Développement et Paix-section de Québec, Comité de l'université Laval de l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC-Laval), Conseil central-CSN (Québec et Chaudière-Appalaches), Groupe d'entraide internationale Spirale, Ligue des droits et libertés-section de Québec, Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12), Syndicat de la fonction publique du Québec (régions Québec & Chaudière-Appalaches), Union des forces progressistes ...